



APPEL D'OFFRES OUVERT

**PRESTATIONS DE TRANSPORTS D'ECHANTILLONS
BIOLOGIQUES, DE PRODUITS DE SANTE, DE PRODUITS
SANGUINS LABILES ET DE CERTAINS ORGANES ET
GREFFONS**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Etablissement coordonnateur

CHD Vendée

Les Oudairies – Boulevard Stéphane Moreau

85925 La Roche sur Yon Cedex 9

Représenté par son Directeur M. Olivier SERVAIRE-LORENZET, ci-après nommé « CHD Vendée ».



ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché s'inscrit dans le cadre de l'externalisation de certains transports programmés et de transports non programmés des établissements membres du groupement de commande. Les établissements membres du groupement de commande sont les suivants :

- Le Centre Hospitalier Départemental de Vendée,
- Le Centre Hospitalier Loire Vendée Océan,
- Le Centre Hospitalier Côte de Lumière,
- L'EPSM de Vendée Georges Mazurelle,
- Le Centre Hospitalier de Fontenay-le-Comte,
- Le Groupe public des Collines Vendéennes,
- L'Hôpital de Noirmoutier,
- L'Hôpital Dumonté de l'Île d'Yeu,
- Le GCS Biologie.

Un seul marché groupé sera établi pour l'ensemble des membres du groupement de commandes.

Les prestations concernent le transport d'échantillons biologiques, de produits de santé, de produits sanguins labiles, et de certains organes et greffons. Les transports d'organes et de greffons se font uniquement dans le cadre de transport non-programmés.

ARTICLE 2 - CARACTERISTIQUES

Le présent marché est un accord-cadre composite : il comprend une part de prestations forfaitaire qui correspondent aux prestations de transport programmées selon un planning défini ainsi qu'une part de prestations, correspondant aux transports non programmés qui sont réalisées par bons de commande, suivant les dispositions des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHÉ

Le délai d'exécution du marché est de 48 mois à compter de la date figurant dans l'ordre de service prescrivant le début d'exécution du marché. Cet ordre de service interviendra au maximum dans les 2 mois suivant la date de notification du marché.

La date de début d'exécution prévisionnelle du marché se situe entre le 1^{er} novembre 2025 et le 1^{er} janvier 2026.

S'agissant de la partie exécutable par bon de commande, la période de validité pendant laquelle il est possible d'émettre des bons de commande correspond à ce délai d'exécution. Les bons de commande passés pendant cette période seront exécutés jusqu'à leur terme.

ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti.

ARTICLE 5 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ
--

5.1 Responsabilité du titulaire

Le titulaire a la responsabilité d'exécution de la prestation conformément aux clauses du présent marché et notamment le Cahier des clauses techniques particulières.

5.2 Lieux d'exécution des prestations

Les prestations seront réalisées sur tout le territoire national.



5.3 Commandes

Les modalités de commandes sont indiquées aux paragraphes 1.9 et 1.10 du CCTP qui dérogent à l'article 3.7 du CCAG-FCS.

5.4 Admission des prestations

Les dispositions décrites dans les articles 30.1 à 30.4 du CCAG FCS s'appliquent pleinement et sont complétées et par les dispositions ci-après.

Les réserves et commentaires mentionnés sur **les documents servant à la traçabilité du transport** peuvent servir d'argument à la décision d'ajourner l'admission de la prestation, ou de procéder à la réfaction du prix ou au rejet de la facture, selon la gravité des dysfonctionnements reprochés au titulaire.

La réception de la facture du titulaire dans les conditions fixées à l'article 14.1 du présent CCAP sert de point de départ au délai de paiement.

5.5 Plan de progrès

Un plan de progrès est prévu au présent marché. Les dispositions qui le concernent figurent au paragraphe 2.3 du CCTP.

ARTICLE 6 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le CHD Vendée se réserve la possibilité de réaliser des marchés de prestations similaires en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 7 - PENALITES

7.1 Pénalités pour travail dissimulé

En cas de travail dissimulé, le titulaire est tenu de fournir au CHD Vendée, à la signature du contrat et tous les six mois à compter de la prise d'effet du contrat, l'ensemble des documents mentionnés à l'article D.8222-5 du Code du Travail. En cas de non-accomplissement des formalités prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, le titulaire encourt, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de 15 jours, l'application d'une pénalité de 100 euros par constat de non remise des documents prévus aux articles D.822-5 ou D.8222-7 du Code du Travail. Après une nouvelle mise en demeure restée également infructueuse à l'issue d'un nouveau délai de 15 jours, le titulaire encourt l'application d'une pénalité supplémentaire de 200 euros par constat de non remise des documents prévus aux articles D.8 222-5 ou D.222-7 du Code du Travail.

7.2 Autres Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les autres pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, toutes les pénalités sont dues et sont cumulables entre elles. Elles sont déduites du montant des factures ou font l'objet de l'émission d'un titre de recettes. Le titulaire ne pourra pas arguer du fait que la prestation est réalisée par un sous-traitant pour se décharger de sa responsabilité contractuelle. Le titulaire est responsable de la bonne exécution de la prestation.

Les délais sont indiqués dans l'annexe financière pour les transports programmés ainsi que dans l'annexe du CCTP pour les transports non programmés.

Par dérogation à l'article 3.2 du CCAG-FCS, les délais sont indiqués en minutes et s'entendent comme délais maximaux.

MOTIF	MONTANT
Retard de prise en charge : en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations	10,00 € par période de 10 minutes de retard jusqu'à un retard de 30 minutes. Toute période commencée est due. En cas de retard de prise en charge supérieur à 30 mn, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel à un autre transporteur, aux frais et risques du titulaire



MOTIF	MONTANT
Retard d'acheminement en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations	10,00 € par période de 10 minutes de retard jusqu'à un retard de 30 minutes. Toute période commencée est due. En cas de retard de prise en charge supérieur à 30 mn, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel à un autre transporteur, aux frais et risques du titulaire
Défaut d'enlèvement	100 % du montant de la prestation de transport concernée.
Rupture de charge/ excursion de température : si un écart de température faisant courir un risque à l'intégrité de la marchandise et à sa bonne utilisation est constaté par rapport à la gamme de température commandée.	50,00 € par constat
Défaut de traçabilité du transport commandé : si le titulaire ne peut fournir la preuve du transport effectué	50 % du montant du transport par constat
Perte ou vol de colis	100 % du montant du transport par constat
Emballage abîmé, dégradé	Remboursement de l'emballage au prix du neuf.
Produit de santé inutilisable à la suite d'un transport	100 % du montant du transport
Non réponse à une réclamation ou à une fiche d'évènement indésirable (F.E.I) dans le délai de 72 heures ouvrées	50,00 € / jour de retard
Absence / Non-participation à la réunion annuelle de revue de contrat	100,00 €
Rapport, statistiques non fournies ou incomplètes	100,00 €

En cas de dysfonctionnements répétés, pour des causes lui étant imputables, le titulaire sera mis en demeure de mettre en œuvre toutes les actions correctives qui s'imposent pour recouvrer un niveau de qualité de service satisfaisant, en accord avec ses engagements contractuels. Sans amélioration de la prestation au bout de 10 jours ouvrés suite à l'envoi de la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché ou de faire appel à un prestataire de son choix, aux frais et risques du titulaire.

La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

ARTICLE 8 - RESPECT DES REGLES PROPRES AUX ETABLISSEMENTS DE SANTE

Le titulaire est responsable de la sécurité, de la discipline et du comportement de son personnel prenant part à l'exécution de la prestation (conseils, filiales, prestataires, fournisseurs, sous-traitants, co-traitants,...) au sein des établissements bénéficiaires.

Le titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel et par les tiers intervenants, les règles de discrétion et de bonne conduite envers les patients et personnels des établissements bénéficiaires. De même, les règles propres à la circulation au sein des sites devront être respectées.

Le personnel du titulaire sera tenu de respecter les indications, limitations et interdictions temporaires ou permanentes spécifiées de quelque manière que ce soit, sur les portes ou à l'intérieur des locaux. Il en est de même pour les consignes verbales ou écrites émanant des référents du site. En cas par exemple de travaux sur le circuit d'enlèvement, il sera demandé au titulaire du marché de respecter un circuit dégradé. En aucun cas il ne pourra se prévaloir de ces difficultés momentanées pour ne pas exécuter ses missions.



En tout état de cause, le titulaire s'engage à se conformer aux règles suivantes :

- respect des règles d'accès et de circulation au sein des sites,
- tenue propre et correcte, identification par badge (nom de la société et nom de l'intervenant),
- respect des règles d'hygiène et de sécurité applicables dans les services concernés,
- respect des règles de secret professionnel, confidentialité et discrétion.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Pendant toute la durée du marché, le titulaire est seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes de son personnel ainsi que de l'usage des matériels et engins. Il garantit le pouvoir adjudicateur contre tout recours. Il contracte à ses frais toutes assurances utiles, notamment pour se garantir de toute indemnité à laquelle l'expose l'activité entreprise au titre du présent marché. Le titulaire reste entièrement responsable de jour comme de nuit du matériel dont il est gestionnaire et des accidents ou avaries qui peuvent résulter de l'usage de ce matériel.

En cas d'accident, incident ou détérioration causée au matériel ou à son personnel du fait d'un tiers, c'est-à-dire toute personne physique ou morale, publique ou privée, les témoignages et renseignements qui auront pu être recueillis par le pouvoir adjudicateur sont communiqués au titulaire auquel il incombe de poursuivre le recouvrement du dommage.

Il s'engage à déployer des moyens de substitution pour suppléer à ses défaillances. Il fait son affaire de la continuité du service et assume ses préjudices propres et ceux du pouvoir adjudicateur et en assume les pertes financières. La mise en œuvre de ces moyens ne donnera pas lieu à une rémunération supplémentaire.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS les attestations d'assurances sont transmises au pouvoir adjudicateur avant la signature du marché.

ARTICLE 10 - LOYAUTE CONTRACTUELLE

Le titulaire s'engage envers les établissements adhérents à entretenir des relations contractuelles loyales et à les informer de difficultés quelconques menaçant le bon déroulement du marché. Le marché sera résilié pour faute exclusive du titulaire et sans indemnité, si ce dernier tente de tromper les établissements adhérents. Le pouvoir adjudicateur engagera toutes les poursuites utiles devant les tribunaux compétents afin d'obtenir tout dédommagement.

ARTICLE 11 - CLAUSE DE REEXAMEN

11.1 Clause de réexamen donnant lieu à la passation d'un avenant :

En application des articles L.2194-1-1° et R.2194-1 du Code de la Commande Publique, le périmètre du présent marché pourra être modifié soit à l'initiative du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du titulaire :

- En cas d'évolution législative et/ou réglementaire nécessitant d'étendre le périmètre des prestations,
- En cas d'ajout, modification majeure ou de suppression d'une prestation de transport programmé,
- Dans le cas où, la quantité de transports urgents commandés dans le cadre du marché nécessiterait une augmentation du capacitaire du prestataire disponible mobilisable afin de répondre aux exigences sanitaires des établissements.

Ces modifications seront matérialisées par un acte modificatif signifiant l'accord entre les parties concernées.

11.1 Clause de réexamen donnant lieu à la notification d'un ordre de service :

En cas de modification mineure d'une prestation de transport programmé qui n'entraîne pas d'impact financier (type modification d'horaire), un ordre de service actant de cette modification sera notifié au titulaire accompagné du nouveau planning de transports programmés.

ARTICLE 12 - DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, le présent marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- 1- **L'acte d'engagement** (formulaire ATTRI1) son **annexe financière**;
- 2- **Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du CHD Vendée (établissement support) fait foi,
- 3- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du CHD Vendée fait foi et son annexe « Délais de prise en charge et d'acheminement des colis dans le cadre de Transports non programmés »**
- 4- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (Arrêté du 30 mars 2021). Le C.C.A.G n'est pas joint matériellement au marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter
- 5- **Le cadre technique de réponse**
- 6- **Le mémoire technique du titulaire**

Le titulaire reconnaît expressément être en possession et avoir pris connaissance de ces documents dont il accepte les dispositions. Toutes les dispositions spécifiques de l'offre du titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, et les documents associés pouvant induire une restriction en termes d'obligation et d'engagement par rapport aux documents contractuels et au présent marché sont inopposables au pouvoir adjudicateur quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 13 - PRIX DU MARCHÉ

13.1 Généralités

L'unité monétaire du marché est l'euro.

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations aux conditions de prix définies à l'annexe financière.

Le montant total maximum de la part de prestation pouvant être réalisée par bons de commande s'élève à 2 000 000 € HT soit 2 400 000€ TTC pour toute la durée du marché. Il n'y a pas de montant minimum prévu au marché. Le montant de la taxe est donné à titre indicatif ; le règlement sera effectué suivant le taux en vigueur à la date du fait générateur.

13.2 Contenu des prix

Les prix comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCTP et notamment :

- Le coût du carburant,
- Le conditionnement, l'emballage, la manutention,
- La formation du personnel,
- L'assurance,
- La documentation prévue
- Les astreintes,
- Tout autre frais nécessaire à la parfaite exécution des prestations.

13.3 Date d'établissement des prix

Les prix initiaux figurant à l'annexe financière sont établis à la date dite « date d'établissement des prix » soit le mois de juin 2025.

13.4 Type de prix

Les prix figurant au bordereau de prix unitaire et qui concernent les transports non programmés sont des **prix unitaires définitifs**.

Les prix figurant à l'annexe financière et qui concerne les transports programmés sont des **prix forfaitaires définitifs**.



13.5 Forme de prix

Les prix sont révisibles annuellement. La demande de révision devra être formulée par le titulaire au plus tard un mois avant la date d'anniversaire de notification du marché, en fonction de la formule paramétrique représentative de l'évolution du coût de la prestation suivante :

$$P1 = P0 (0,15 + 0,40(S1/S0) + 0,40(C1/C0) + 0,05(E1/E0))$$

Dans laquelle :

P0 = prix à la date d'établissement des prix,

P1 = prix révisé,

S = Salaire et Charges : 001565190

Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H) = Base 100 en décembre 2008

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565190>

C = Gazole : 001764283

Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Gazole

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001764283>

E = Entretien des véhicules : 001763148

Indice des prix à la consommation harmonisé - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 07.2.3 - Entretien et réparation de véhicules particuliers

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001763148>

La valeur des indices « I0 » (I = S, C ou E) correspond à la valeur du dernier indice de prix publié à la date d'établissement des prix.

La valeur des indices « I1 » (I = S, C ou E) correspond à la valeur du dernier indice connu à la date de la formulation de la demande de révision de prix. Les indices provisoires seront considérés comme définitifs.

En cas de changement, par l'INSEE de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec un coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression, par l'INSEE, d'un indice et de son remplacement par un indice unique, avec un coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié au titulaire/mandataire, par ordre de service. Le titulaire/mandataire disposera d'un délai de 30 jours pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice. En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par avenant.

13.6 Clause de sauvegarde

Dans le cas où l'ajustement des prix conduirait à une hausse supérieure à 3% par rapport aux prix en vigueur l'année précédente, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché, sans indemnité.

ARTICLE 14 - CONDITIONS DE PAIEMENT

14.1 Présentation des factures

En application de l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire ainsi que ses sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>



Les factures dématérialisées adressées aux établissements membres du GHT85 doivent comporter, outre les autres mentions prévues à l'article D.2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- l'identification du prestataire : nom, adresse, RCS,
- la date et le n° de la facture
- l'identité postale ou bancaire indiquée dans l'acte d'engagement,
- l'identification de l'établissement adhérent : nom, adresse
- le numéro du marché
- l'objet de la facture
- pour chaque transport, le lieu de collecte du colis,
- pour chaque transport, le lieu de destination du colis
- pour chaque transport, la nature des produits transportés,
- le prix unitaire hors taxe des prestations effectuées,
- le montant total hors taxe,
- le taux et le montant des taxes,
- le montant total T.T.C.
- le numéro de SIRET qui identifie l'établissement en tant que destinataire de la facture,
- le code service ou n° d'engagement de l'entité en charge du règlement de la facture,
- Pour les transports non programmés : la distance parcourue pour effectuer le transport, en prenant en compte comme point de départ et point d'arrivée la ville de La Roche-sur-Yon ou des Sables d'Olonne, suivant répartition indiquée ci-après et au BPU.

Attention : le code service ou n° d'engagement de l'entité en charge du règlement de la facture est une information essentielle qui permet un traitement des factures dans un délai nominal. L'absence de cette mention ne permet pas au service en charge de la liquidation de la facture de retrouver cette facture sur le portail CHORUS-PRO. En conséquence, le délai de paiement peut être impacté en l'absence de cette mention.

Etablissement	N° de SIRET	Code Service ou N° Engagement
CHD Vendée	268 502 424 000 16	TRANSPORT
CH Loire Vendée Océan	268 504 453 000 13	DRM
CH Noirmoutier	268 500 295 000 12	
CH Côte de Lumière	268 500 303 002 12	DRM
CH Fontenay le Comte	268 500 196 000 12	SE
CH les Collines Vendéennes	200 050 383 000 13	ACHATS

Les transports au départ ou à l'arrivée du Centre Hospitalier Loire Vendée Océan (sites de Challans, Machecoul et Saint-Gilles-Croix-de-Vie), du Centre Hospitalier de Noirmoutier, de l'héliport ou de la gare maritime de Fromentine, donneront lieu à l'établissement d'une facture, au sein de laquelle, la distance du transport effectué, qui servira de base à la facturation, est calculée en prenant comme lieu de départ et lieu d'arrivée, la ville de Challans.

Pour les transports au départ ou à l'arrivée du CHD Vendée (site de Luçon, site de Montaigu et site de La Roche-Sur-Yon) du Centre Hospitalier de Fontenay-le -Comte, du Groupe des collines Vendéennes, du Centre Hospitalier Côte de Lumière, ou de l'EPSM Georges Mazurelle, la distance du transport effectué, qui servira de base à la facturation, est calculée en prenant comme lieu de départ et lieu d'arrivée, la ville de La Roche-sur-Yon.

Pour les transports entre un site de la zone de Challans (paragraphe 1) et un site de la zone de La Roche-sur-Yon (paragraphe 2), le point de départ sera la ville de La Roche-sur-Yon ou la ville de Challans, selon l'établissement pour le compte duquel la prestation est effectuée.

Seuls les relevés kilométriques fournis par le site via.michelin.fr feront foi.

Les factures sont adressées mensuellement aux différents établissements du groupement de commandes et sont accompagnées d'un relevé récapitulatif des transports réalisés durant le mois.



Le relevé récapitulatif comporte, pour chaque transport :

- la date et l'heure du transport,
- le numéro cristal le cas échéant,
- Le lieu et le service de prise en charge et le lieu et le service de destination,
- La nature des produits transportés,
- La plage de température à laquelle les produits ont été transportés,

Les adresses de facturation sont :

Pour le CHD Vendée (sites de La Roche-Sur-Yon, de Luçon et de Montaigu) :

CHD Vendée
Direction des Ressources Matérielles
54 rue Saint Jacques
85602 MONTAIGU CEDEX

Pour le CHLVO (sites de Challans, Machecoul et de Saint-Gilles-Croix-de-Vie) :

CH Loire Vendée Océan
Direction des Achats et des Equipements
Boulevard Guérin
BP 219
85302 CHALLANS CEDEX 1

Pour le CHCL :

CH Côte de Lumière
Direction des Ressources Matérielles
4 rue Jacques Monod
CS 20393 – Olonne sur Mer
85109 LES SABLES D'OLONNE CEDEX

Pour le CH Fontenay :

CH de Fontenay le Comte
Direction des Ressources Matérielles
40 rue Rablais
BP 39
85201 FONTENAY LE COMTE CEDEX

Pour le CH Chataigneraie :

CH les Collines Vendéennes
Direction des Ressources Matérielles
9 avenue du Maréchal Leclerc
85120 LA CHATAIGNERAIE

14.2 Modalités de règlement

Le paiement des factures est effectué par virement administratif par le Trésorier Principal de chaque acheteur.

Le délai de règlement est fixé à 50 jours maximum, conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, à compter de la date de réception de la demande de paiement (facture) du Titulaire par l'acheteur. Conformément à l'article L2192-12 du code de la commande publique, tout retard de paiement entraînera le règlement au Titulaire de pénalités pour retard de paiement calculées selon les taux et conditions prévus par le code susvisé.

Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.



Le Titulaire renonce à toute suspension des prestations en cas de retard de paiement par l'acheteur.

Conformément à la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, les paiements effectués se feront obligatoirement dans une banque d'un pays de l'OCDE.

14.3 Avances

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance sera effectué en application de l'article 11.1 - option A du CCAG FCS : taux de 20% pour les PME et taux de 5% hors PME.

ARTICLE 15 - NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE

Avertissement : Le(s) titulaire(s) doit, pendant toute la durée d'exécution des marchés, informer sans délai le CHD Vendée établissement support du GHT Vendée ou tout établissement membre du groupement de commandes concerné, de tout évènement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi, ou la garantie des prestations objets du présent marché.

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande au Pouvoir Adjudicateur, accompagnée de la copie de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée s'il ne souhaite pas recevoir un certificat de cessibilité.

L'Acte d'Engagement complété ou un certificat de cessibilité complété et signé sera envoyé au titulaire en exemplaire unique par lettre recommandée. Il est à noter que le Pouvoir Adjudicateur ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

ARTICLE 16 - SOUS-TRAITANCE

S'agissant d'un marché de services, le titulaire peut présenter un sous-traitant à la personne publique en cours d'exécution du marché. Dans ce cas, il sera fait application des articles L. 2193-2 et suivants du Code de la commande publique.

Le titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de prestations du marché public dans les conditions fixées à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Celui-ci peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC selon les modalités détaillées ci-après.

Lorsque le titulaire souhaite sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché, celui-ci doit faire parvenir à la cellule juridique des contrats de la commande publique de l'Etablissement Support (dont les coordonnées postales figurent dans le présent CCAP) une déclaration de sous-traitance complétée et signée.

Cette déclaration doit prendre la forme d'un formulaire DC4 ou équivalent, accessible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas d'erreur de destinataire ou de dossier incomplet (case non cochée, document non signé, documents relatifs au sous-traitant absents...), seule la date réelle de réception du dossier complet à la cellule juridique des contrats de la commande publique est prise en compte.

Toute sous-traitance occulte peut-être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute du titulaire (Article 41.1.e. du CCAG-FCS).

ARTICLE 17 - CONDITIONS DE RESILIATION

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG FCS.

En complément :

Il est précisé qu'après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux R 2343-3 à R 2343-10 du Code de la Commande Publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Dans ce cas, les dépenses supplémentaires résultant de la passation d'un autre marché, consécutivement à la résiliation du présent marché, donnent lieu à prélèvement sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le marché pourra être résilié pour motif d'intérêt général si, notamment, aucune commande ne peut plus être passée en raison de l'atteinte du montant maximum de l'accord-cadre.

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas droit, pour le titulaire, à une indemnité de résiliation.

ARTICLE 18 - EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder, par un tiers, à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 19 - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

La politique de protection des données est définie sur le site internet de l'établissement :

<https://www.chd-vendee.fr/politique-de-protection-des-donnees>

<https://www.ch-lvo.fr/politique-de-protection-des-donnees>

<https://www.chfontenaylecomte.fr/politique-de-protection-des-donnees>

<https://www.ch-cotedelumiere.fr/politique-de-protection-des-donnees>

<https://www.hopital-chataigneraie.fr/politique-de-protection-des-donnees>

<https://www.hopital-noirmoutier.fr/politique-de-confidentialite>

<https://www.hopital-yeu.fr/politique-de-confidentialite>.

<https://www.ch-mazurelle.fr/politique-de-protection-des-donnees-a-caractere-personnel-et-cookies/>

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant des données à caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers non autorisé. Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le



règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 25 mai 2018.

Les données personnelles communiquées dans les documents contractuels seront essentiellement utilisées pour assurer le traitement des candidatures. Elles seront conservées ensuite dans un fichier informatisé strictement accessible au seul personnel de notre administration.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation de publication des données essentielles des marchés publics conformément à l'article R.2196-1 du code de la commande publique)
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, le maître d'ouvrage s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires et appropriées. Le titulaire du marché devra respecter de proportionnalité, de minimalisation (réduire au maximum la quantité de données traitées dès le départ) et de limitation de la conservation des données, assurant ainsi que seules les données pertinentes définies par le maître d'ouvrage seront traitées au sein de l'offre au regard des objectifs poursuivis et sous le contrôle des seules personnes habilitées.

Ces obligations s'appliquent à chaque membre du groupement et à chaque sous-traitant

ARTICLE 20 - REGLEMENT DES LITIGES

Les parties tenteront par tous les moyens de trouver une solution amiable à tout dysfonctionnement dans le cadre du marché. Pour cela, les parties s'efforceront de recourir à la transaction pour résoudre les conflits, dans les conditions notamment précisées par la circulaire du 6/02/1995 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, complétée par la circulaire du 07/09/2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique. En cas de litige pour l'exécution du marché, le tribunal administratif de Nantes est seul compétent. Les dispositions générales fixées par les textes relatifs aux Marchés Publics et les textes subséquents s'appliqueront de plein droit au présent marché pour tout ce qui n'y est pas formellement dérogé.

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'île Gloriette
BP 24111
44041 NANTES Cedex 01



ARTICLE 21 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du présent CCAP sont les suivantes :

Article du CCAP	Articles du CCAG auquel il est dérogé
5.3	3.7
7.2	3.2, 14.1.1 et 14.1.3
9	9
12	4
17	Articles 38 et 42

A La Roche sur Yon, le **- 9 JUIL. 2025**

Le Directeur Général du CHD Vendée
Etablissement coordonnateur du groupement de
commande

O. SERVAIRE-LORENZET

